

DU SANG NEUF DANS LES INSTANCES CONSTITUTIONNELLES

La fin de l'année 2018 a été marquée, entre autres, par la nomination de nouveaux responsables dans plusieurs instances constitutionnelles. Flash-back. *Abdelhadi Gadi*

Le 27 novembre dernier, le Roi Mohammed VI a nommé Driss Guerraoui à la tête du Conseil de la Concurrence. Une machine à idées, l'ancien secrétaire général du CESE est passé par plusieurs postes de responsabilité. Le docteur en économie est connu pour avoir, entre autres, été conseiller de trois premiers ministres, respectivement Abderrahmane Youssoufi, Abass El Fassi et Driss

Jettou. Le professeur universitaire est également le fondateur de l'Université ouverte de Dakhla. D. Guerraoui pourra compter, dans sa nouvelle mission, sur l'apport de Mohamed Abouelaziz nommé au poste de secrétaire général du Conseil de la concurrence. M. Driss Guerraoui est lauréat de l'Université Lumières Lyon 2 (France) où il a obtenu, en 1982, un doctorat d'Etat en sciences économiques.



SERGHROUCHNI À LA CNDP



LE ROI MOHAMMED VI A NOMMÉ, le 27 novembre, Omar Seghrouchni en tant que président de la Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP). Omar Seghrouchni fin connaisseur des technologies de l'information et de la communication, est lauréat de l'École Mohammedia d'Ingénieurs et titulaire d'un DEA de Mathématiques et Automatique de l'Université Paris IX - Dauphine et de l'École des

Mines de Paris.

Il est également titulaire d'un master en Diplomatie et Stratégie et d'un master en Intelligence économique. Au bout de dix ans de carrière en France, il a assuré, depuis 1998, plusieurs postes de responsabilité et de management au sein de grands cabinets et sociétés dans le domaine du conseil et d'architecture des systèmes d'information. La CNDP, il la connaît de l'intérieur pour y avoir été membre depuis 2010.



RACHDI DANS SON ÉLÉMENT

LE 13 DÉCEMBRE, L'INSTANCÉ NATIONALE DE LA PROBITÉ, de la prévention et de la lutte contre la Corruption change de tête. En effet, le Roi Mohammed VI a nommé Mohamed Bachir Rachid en tant que président de cette instance. Membre du CESE et de l'Observatoire marocain des droits de l'Homme, ingénieur en électricité et informatique, Rachdi a toujours été de tous les combats relatifs aux droits humains, de même qu'il était secrétaire général de Transparency Maroc et président de la Commission Ethique et bonne gouvernance de la CGEM.

CHAMI REVIENT AU MAROC

LE ROI MOHAMMED VI A NOMMÉ, le 3 décembre, Ahmed Reda Chami à la présidence du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE). Ancien ministre de l'Industrie, du commerce et des nouvelles technologies, dans le gouvernement de Abbas El Fassi, le Centralien était

jusqu'à sa nouvelle nomination ambassadeur du Royaume auprès de l'Union européenne. Député de la ville de Fès, entre 2011 et 2016, l'USFPiste est aussi détenteur d'un MBA de la Gradual School of Management at UCLA. Le monde de l'entreprise n'a pas de secret pour lui, puisqu'il est passé

par la direction générale de plusieurs entités, notamment dans l'assurance et les nouvelles technologies. Il s'est fait particulièrement remarqué au sein de la multinationale Microsoft dont il était responsable pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest et pour l'Asie du Sud-Est.



AKHERBACH EST DE RETOUR



NOMMÉE LE 3 DÉCEMBRE PAR LE ROI MOHAMMED VI, à la tête de la Haute autorité du Conseil supérieur de la communication audiovisuelle (HACA), Latifa Akherbach y sera comme un poisson dans son eau. En effet, le monde de

l'audiovisuel elle ne le connaît que trop bien. D'abord de par son cursus universitaire (Docteur en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Paris), mais aussi son parcours professionnel. La nouvelle présidente de la HACA était en effet directrice de la Radio nationale après un passage à la direction de l'Institut supérieur de l'information et de la communication, où elle avait enseigné auparavant. Outre l'univers des médias, elle était aussi secrétaire d'Etat auprès du ministère des Affaires étrangères. Une entrée dans le monde de la diplomatie qui l'a conduit au poste d'ambassadrice auprès de la Bulgarie et de la Tunisie. Dans sa nouvelle mission, elle sera accompagnée d'un autre professeur Isicien, Benaïssa Asloune, nommé par le Souverain en tant que Directeur général de la Communication audiovisuelle.

UNE FEMME À LA TÊTE DU CNDH

QUI NE CONNAÎT PAS AMINA BOUAYACH. Tous les défenseurs des droits de l'Homme au Maroc ont dû la croiser dans les conférences et autres séminaires réservés à la question. Le Roi Mohammed VI l'a nommé, le 6 décembre, présidente du CNDH. Titulaire d'un master en économie politique, A. Bouayach est depuis février 2016, ambassadrice du Maroc au Royaume de Suède et en République de Lettonie. Dans son parcours, on retiendra, entre autres, qu'elle était Secrétaire générale et vice-présidente de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) dont le siège est basé à Paris. De même qu'elle a été membre de l'Organisation arabe des droits humains, basée au Caire. Membre de plusieurs fondations, qui s'occupent des droits humains, cette ancienne chargée de presse de l'ancien premier ministre Abderrahmane Youssoufi est devenue en 2006, la première femme présidente de l'Organisation marocaine des droits de l'Homme (OMDH), réélue en 2009. Deux années plus tard, elle a été nommée membre de la Commission consultative de révision de la Constitution.

